

1983, chapitre 61
**LOI MODIFIANT LA CHARTE
DE LA VILLE DE BEAUPORT**

Projet de loi 223

présenté par M. Raymond Gravel

Première lecture le 31 mai 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 21 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 21 décembre 1983

Loi modifiée:

Charte de la ville de Beauport (1975, chapitre 91)





CHAPITRE 61

Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport

[Sanctionnée le 21 décembre 1983]

Préambule ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Beauport et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 91 des lois de 1975, modifiée par le chapitre 108 des lois de 1978, soit à nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19, a.
412, mod.
pour la ville **1.** L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville:

1° par l'insertion après le paragraphe 23.1° du suivant:

Système
d'alarme « 23.2° Pour faire des arrangements spéciaux avec les contribuables intéressés afin de relier leur système d'alarme à un tableau central installé dans un édifice municipal et pour autoriser le prélèvement d'une charge appropriée pour bénéficier de ce service; »;

2° par l'addition, après le paragraphe 44°, de l'alinéa suivant:

Stationne-
ment « Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire. ».

c. C-19, a.
536, mod.
pour la ville **2.** L'article 536 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

Enchère « Cependant, la ville peut porter son enchère jusqu'au montant de l'évaluation municipale. ».

c. C-19, a.
539.1, aj.
pour la ville **3.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'addition, après l'article 539, de l'article suivant:

Acquisition
d'immeubles « **539.1** La ville est autorisée à acquérir d'une commission scolaire, pour un prix n'excédant pas le montant des taxes scolaires échues lors de la vente pour taxes, un immeuble que cette dernière a acquis à l'occasion d'une vente pour taxes; l'article 539 s'applique à cette acquisition. ».

c. C-19, a.
642.1, aj.
pour la ville **4.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'addition, après l'article 642, du suivant:

Destruction
de dossiers « **642.1** Le conseil peut autoriser par résolution la destruction des dossiers terminés depuis plus de cinq ans relatifs à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville. ».

Réserve fon-
cière ou
d'habitation **5.** La ville de Beauport est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

Exercice de
pouvoirs La ville peut exercer le pouvoir prévu au premier alinéa à l'intérieur de son territoire.

Loi
applicable Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

Fins
industrielles Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

Administra-
tion des
immeubles La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du présent article. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

Pouvoirs La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au cinquième alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Aliénation Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, la démolition et la construction, le cas échéant.

Aliénation La ville peut aliéner à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire,

de son office municipal d'habitation ou d'un autre organisme à but non lucratif; dans ce dernier cas, l'autorisation de la Commission municipale du Québec est requise.

Effet
d'exception

6. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.